

Amérique latine : des tabous libéraux brisés¹

Dans une Amérique latine qui a largement viré à gauche, le Bolivien Evo Morales vient de décider de rendre à son pays le contrôle de ses hydrocarbures. La nouvelle a fait l'effet d'une bombe. Mais cette décision trouve sa place dans une réappropriation par plusieurs Etats de leurs ressources naturelles, pillées par les multinationales.

Chose promise, chose due. Candidat en campagne pour l'élection présidentielle, Evo Morales s'était engagé à rendre aux Boliviens le contrôle de leurs hydrocarbures. A peine élu, il s'était lancé dans une vaste tournée entre Cuba, la France, l'Espagne et la Chine pour y expliquer ses intentions, estimant que les gouvernements néolibéraux qui l'avaient précédé avaient bradé les intérêts du pays. C'est fait. L'indien, le petit provincial, l'ancien syndicaliste est passé à l'acte au début du mois. Son peuple s'était largement mobilisé depuis l'an 2000 pour se « réapproprier » les ressources naturelles du pays, « pillées » par les compagnies multinationales. Le 1^{er} mai, Morales a annoncé que les gisements d'hydrocarbures étaient rendus à la compagnie publique nationale YPFB : « *En vertu de la souveraineté nationale, l'Etat récupère la propriété, la possession et le contrôle totale de ces ressources.* »

Les compagnies étrangères ont six mois pour régulariser leur situation en respectant de nouveaux contrats d'exploitation. Sinon, « *elles ne pourront plus continuer à opérer dans le pays.* » Des compagnies qui, des décennies durant, se sont enrichies de la rente pétrolière au détriment du pays. On parle, par exemple, de Total (France), de Repsol (Espagne), d'Exxon (Etats-Unis) de British Gas, de Petrobras (Brésil). Elles ont réalisé l'an dernier des bénéfices colossaux, notamment dans ce pays d'Amérique latine qui détient les deuxièmes réserves de gaz du continent, derrière le Venezuela (on les estime à 1550 milliards de mètres cubes) et produit 40 000 barils de pétrole par jour. Mais qui est aussi le plus pauvre avec 70% de miséreux.

Le décret présidentiel impose aux firmes privées une nouvelle répartition des revenus pétroliers en réservant une part de 82% à l'Etat. La société publique YPFB prendra la responsabilité de la commercialisation, des volumes produits et des prix, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Morales a pu compter sur le soutien de l'armée pour occuper les gisements manu militari. Et la population des régions concernées a manifesté son soutien au président. Les comités de quartier de Palo Alto, en pointe dans la « guerre du gaz », ont ainsi salué « *une décision historique* ». Appuyés par le dirigeant des mineurs, Alfredo Aguilar qui a vu dans la décision présidentielle « *le premier domaine dans lequel le gouvernement n'a pas commis d'erreur.* » Il est vrai qu'à la fin du mois d'avril, la grogne sociale avait commencé à gagner un pays gourmand de réformes, et des travailleurs demandeurs de hausses des salaires.

« Inquiétude internationale »

La décision de Morales – il a aussi annoncé la prochaine nationalisation des mines et des ressources forestières - a pourtant provoqué un formidable ramdam sur la scène internationale. L'Union européenne a exprimé son « *inquiétude* ». L'Agence internationale de l'énergie a jugé la mesure « *dangereuse* » pour l'Amérique latine parce qu'elle ferait peur aux investisseurs. Le gouvernement espagnol a dit sa « *profonde préoccupation* » devant ce qui apparaît pourtant comme un refus légitime du pillage des ressources naturelles et du partage inégal des revenus dans une partie du monde en profonde mutation. Le ministre brésilien des Mines et de l'Energie a parlé de « *geste inamical* » et la Petrobras a annoncé la suspension de ses investissements. Mais le président Lula a vu un acte de « *souveraineté* » et exclu « *une crise Bolivie* ». Un sommet de crise a toutefois réuni les présidents du

¹ Analyse parue dans le N° 268 du *Journal du mardi*, 16 mai 2006.

Brésil, d'Argentine, du Venezuela et de Bolivie pour tenter de calmer le jeu. Le Brésil et l'Argentine sont, en effet, les principaux importateurs de gaz bolivien. Il en est sorti un document assurant « *l'approvisionnement en gaz, favorisant un développement équilibré entre les pays producteurs et les pays consommateurs.* » La discussion sur les prix du gaz, que la Bolivie souhaite doubler pour se rapprocher des prix du marché international, aura lieu « *dans un cadre rationnel et équilibré qui rend viable les transactions.* »

Après tout, Evo Morales n'a fait que s'inscrire dans les pas d'Hugo Chavez qui a, lui aussi, contraint les multinationales pétrolières à une renégociation des contrats afin de financer des programmes sociaux et éducatifs. Et l'Equateur a voté une loi permettant d'exiger plus de 50% des revenus du pétrole si le cours du baril passe au-dessus d'un certain niveau. Au Pérou, le candidat le mieux placé à la présidentielle, Ollanta Humala, a prévu de nationaliser les réserves de gaz et les mines. En Argentine, le président Kirchner a re-nationalisé la gestion de l'eau dans la région de Buenos Aires. Serait-ce scandaleux ? Les groupes étrangers vont-ils se plier aux processus de retour en force de l'Etat ? Quel sera le comportement des Etats-Unis devant ce crime de lèse-capitalisme ?

Contre-projet

D'autant que le président bolivien semble vouloir accélérer les choses. Il a également signé récemment à La Havane le protocole d'adhésion de son pays à « l'alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique » (ALBA). Il a rejoint ainsi les deux nations créatrices de cette initiative, Cuba et le Venezuela. « *Face aux traités économiques promus par les Etats-Unis, nous avons décidé de porter un projet de commerce juste pour les peuples d'Amérique latine* » a-t-il déclaré en proposant à Hugo Chavez et à Fidel Castro le lancement d'un traité de libre commerce des peuples (TLCP) comme alternative aux traités bilatéraux de libre échange (TLC) signés entre les Etats-Unis et différents pays latino-américains. Pour rappel, l'ALBA se veut un contre-projet à la vaste « zone de libre-échange des Amériques » (ALCA en espagnol) que tente d'imposer Washington à l'ensemble des nations du continent américain. Mais aujourd'hui au point mort, au grand dam de George Bush, en raison de l'hostilité croissante de nombreuses capitales.

La rencontre de La Havane a permis un premier bilan de l'ALBA. Les échanges de biens et de services auraient rapporté 2400 millions de dollars, essentiellement réinvestis dans le domaine social. Exemple concret d'échange novateur : Caracas a jugulé en grande partie l'analphabétisme grâce à des professeurs cubains « prêtés » par La Havane en échange de pétrole vénézuélien.

La « sainte trinité »

Hugo Chavez a utilisé l'image d'une « *sainte trinité* » contre l'impérialisme et le libre-échange unilatéralement prôné par les Etats-Unis. Mais il l'a fait au détriment des traités économiques régionaux existant. Après le Venezuela, la Bolivie pourrait sortir à son tour de la Communauté des nations andines (Pérou, Equateur, Colombie, Venezuela, Equateur : il s'agit du plus ancien mécanisme d'intégration sud-américain). Chavez a claqué la porte de la CAN en accusant ses partenaires commerciaux, comme la Colombie et le Pérou, de « *démantibuler* » l'intégration régionale en passant des accords bilatéraux avec les Etats-Unis. Et le Venezuela plaide pour que soit « *réformé, reformulé* » le Mercosur dont il est membre depuis quelques mois à peine. Le Brésil –qui souhaite, lui, une convergence accrue entre la CAN et le Mercosur- et l'Argentine entendront-ils cet appel ? Leur marge de manœuvre semble réduite en raison de leurs dettes vis-à-vis du FMI. Et l'on voit mal Brasilia et Buenos Aires s'inscrire à court terme dans un processus total de rupture avec les règles néolibérales que la « *sainte trinité* » appelle de ses vœux. Insatisfait du Mercosur, le président de gauche uruguayen, Tabaré Vazquez, a récemment envisagé la négociation d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis. De son côté, l'Argentine a

porté plainte contre l'Uruguay devant la Cour internationale de La Haye, après trois mois de dispute à propos de la construction de deux usines de cellulose sur les rives du Rio de la Plata.

Les évolutions à l'œuvre en Amérique latine n'ont décidément rien d'un long fleuve tranquille.

Des gauches diverses

Après la victoire d'Evo Morales présidentielle en Bolivie, le quotidien *La Razon* constatait que « *Le continent est en train de virer à gauche* ». Un processus commencé à la fin des années nonante au Venezuela avec la présidence de Hugo Chavez jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la socialiste Michelle Bachelet au Chili. Il y a eu Lula au Brésil en 2002, Nestor Kirchner en Argentine en 2003, Tabaré Vasquez à la tête du Frente amplio en Uruguay en 2004. Des métropoles comme Mexico, Bogota, Montevideo ou El Salvador sont passées à gauche. On peut donc parler d'un profond remodelage politique de l'Amérique latine. Cela dit, cette gauche est diverse, entre la « révolution bolivarienne » au Venezuela et la social-démocratie du Chilien Ricardo Lagos, le péronisme progressiste de Kirchner en Argentine et le pragmatisme de Lula au Brésil. Il existe cependant un dénominateur commun perceptible à travers tout le sous-continent : presque partout, l'orthodoxie financière imposée par le FMI, la Banque mondiale ou Banque interaméricaine de développement sont rejetées par les peuples, et donc les recettes néolibérales exigées dans le cadre de ce que l'on a appelé le « consensus de Washington ». Résultat, de ces politiques, en 2003, 40 % des Latino-Américains disposaient de moins de 2 dollars par jour. En Bolivie, mais aussi en Uruguay, les mouvements de gauche ont porté de fortes revendications en faveur des nationalisations des ressources naturelles, que ce soient les hydrocarbures ou l'eau. Une fois au pouvoir, cela dit, nombre de gouvernements restent inscrits, bon gré, mal gré, dans la continuité des programmes d'ajustements structurels, au nom de la croissance économique et de la stabilité monétaire. C'est le cas au Chili ou au Brésil, qui restent des pays fort inégalitaires. Les gauches au pouvoir en Amérique latine ne devraient pas oublier qu'elles doivent souvent leurs victoires aux mouvements sociaux. Nombre de revendications ont été le fait d'organisations populaires qui ont participé d'une profonde maturation politique : grèves menées par les syndicats (à commencer par la CUT de Lula dès les années quatre-vingt), associations de quartiers, mouvements paysans (les Sans-Terre brésiliens ont essaimé dans toute l'Amérique latine), action des « piqueteros » (coupeurs de routes) et assemblées populaires en Argentine, marches des Indiens de Bolivie, d'Équateur et du Mexique. Au second semestre de cette année, le Mexique (juillet), le Brésil (octobre), le Nicaragua (novembre) et le Venezuela (décembre) voteront à leur tour. Deux puissances régionales, le Brésil où Lula tentera de se faire réélire et le Mexique où le candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD), Andres Manuel Lopez Obrador, peut l'emporter. Le Venezuela de Chavez est aussi concerné. Le glissement à gauche se confirmera-t-il ? Washington s'inquiète. Les États-Unis, mis aujourd'hui en échec dans leur volonté d'imposer la ZLEA (zone de libre-échange des Amériques), perçue par la plupart des pays latino-américains comme un « impérialisme », ne manquent pas de régimes clients en Amérique centrale, voire en Amérique du Sud (Colombie) et de bases militaires. Noam Chomsky a noté dans le quotidien argentin *Clarín* que, « *du Venezuela à l'Argentine, le continent sud-américain évolue désormais hors de tout contrôle. Et la politique de Washington en Amérique latine ne mènera qu'à l'isolement des États-Unis.* »